

# Synthèse régionale

## Une année 2018 contrastée

Vincent Bernard, Muriel Auzanneau, Insee Centre-Val de Loire

Alors que la France, malgré un net ralentissement par rapport à 2017, a créé 150 000 emplois en 2018, le Centre-Val de Loire a vu son nombre d'emplois légèrement fléchir. Le taux de chômage retrouve en fin d'année le niveau observé un an plus tôt. Ce constat de relative stabilité sur le marché de l'emploi masque pourtant des oscillations tout au long de l'année et témoigne de situations plus nuancées.

Les échanges commerciaux entre la région et le reste du monde sont dynamiques sur l'année. Les exportations de la région ont de nouveau progressé en 2018, permettant de dégager l'excédent record de la décennie. Ces résultats n'ont pourtant pas permis d'amélioration sur le marché de l'emploi.

En effet, la reprise de l'emploi salarié observée en France cesse de profiter à la région Centre-Val de Loire en 2018. Après trois années consécutives de croissance, les effectifs sont de nouveau en retrait (- 4 000 salariés, soit - 0,4 %). La chute du recours à l'intérim (- 8,6 % sur un an) explique l'essentiel de cette tendance avec une perte de 3 500 salariés. Mis à part un léger sursaut au deuxième trimestre 2018, la baisse des emplois d'intérimaires est continue tout au long de l'année.

### Les trajectoires contrastées des secteurs économiques

L'industrie, représentant 16 % des 910 000 emplois salariés de la région, oscille entre baisse des effectifs (trimestres 1 et 3) et hausse (trimestres 2 et 4). Les créations d'entreprises (+ 8 %) en hausse, comme la baisse des défaillances (- 24 %) témoignent d'une solide vitalité de la démographie des entreprises. Mais celle-ci ne semble pas amortir la perte

d'emploi salarié sur l'année par rapport à 2017 (- 450 emplois). L'industrie agro-alimentaire est le secteur le plus touché (- 400 emplois). Le tertiaire non marchand (33 % des effectifs) est également en recul avec 600 salariés de moins qu'en 2017 (- 0,2 %).

Le tertiaire marchand (hors intérim), avec 40 % des emplois salariés de la région, rassemble des activités telles que les services aux entreprises et aux ménages, le transport, l'hébergement-restauration, les services financiers. L'emploi y est en légère hausse (+ 0,1 %) grâce aux bons résultats dans les transports. Pourvoyeur de 5 % de l'emploi régional, ce secteur comptabilise 750 salariés de plus que l'année précédente. Néanmoins, après une année 2017 bien orientée, le transport de marchandises, routier comme aérien, semble entamer une légère baisse d'activité en 2018.

Les effectifs dans la construction restent stables sur l'année. Ils se maintiennent pour la deuxième année consécutive alors que les autorisations de logements neufs diminuent (- 15,4 %) après pourtant des signes encourageants en 2017 (+ 5,4 %).

Pour les secteurs liés au tourisme, avec un début de printemps ensoleillé et une arrière-saison chaude et sans pluie, les conditions météorologiques ont contribué à la venue des touristes dans les hôtels et les campings de la région. En dépassant 6 millions de nuitées (+ 1,9 % de nuitées par rapport à 2017), les hôtels enregistrent le record de fréquentation depuis le début de la décennie. La production d'électricité par la filière solaire a également bénéficié de ce climat (+ 15,4 %), comme le maraîchage et la vigne. Mais le manque d'eau a néanmoins fait souffrir la production fruitière et limité la disponibilité de fourrage pour les éleveurs. Dans le reste du

secteur agricole, l'année est contrastée avec des prix porteurs en grandes cultures malgré des rendements moyens et des cours de la viande bovine et du porc en repli.

### Le chômage reste au niveau de fin 2017

Aux premier et troisième trimestres, le taux de chômage régional a augmenté quand l'emploi salarié était en difficulté. Sur les deux autres périodes, l'emploi salarié est resté stable et le chômage a diminué. En fin d'année 2018, le taux de chômage retrouve son niveau observé un an plus tôt (8,3 %).

Les demandeurs d'emploi (catégories A, B et C) sont toutefois un peu moins nombreux fin 2018 par rapport à 2017 (- 0,4 %). Leur nombre est resté stable au premier semestre. La baisse intervenue au quatrième trimestre (- 0,8 %) a permis de compenser la hausse observée pendant le troisième trimestre (+ 0,5 %). Fin 2018, 218 600 personnes sont inscrites dans l'une des trois catégories A, B ou C à Pôle emploi.

### La qualité de l'air sur une bonne trajectoire

La qualité de l'air en Centre-Val de Loire s'améliore depuis une dizaine d'années avec la baisse des émissions pour de nombreux polluants. Le recul des immatriculations de véhicules particuliers diesel (- 12,5 %) constitue une bonne nouvelle, les fumées de gazole étant davantage polluantes en particules fines. En parallèle les véhicules électriques et hybrides rechargeables continuent de progresser à un rythme très soutenu (+ 27,5 %). Enfin, l'adhésion d'entreprises à des démarches, telles que « Objectif CO2 : les transporteurs s'engagent », contribue à la baisse des émissions de gaz à effet de serre mesurée. ■

## 1 Panorama d'ensemble 2018 en Centre-Val de Loire

Thème	Indicateur	Situation 2018	Tendance 2017	T1 2018	T2 2018	T3 2018	T4 2018	Tendance 2018
Emploi	Emploi salarié total	910 000 salariés	↑	-0,2	0,0	-0,2	0,0	↓
	Intérim	37 400 intérimaires	↑	-3,2	0,1	-2,5	-3,3	↓
Chômage	Taux de chômage	8,3 % de chômeurs	↓	+ 0,2 point	- 0,1 point	+ 0,1 point	- 0,2 point	→
	Demandeurs d'emploi (A, B et C)	218 600 demandeurs d'emploi	↑	0,0	0,0	0,5	-0,8	↓
Démographie des entreprises	Créations	17 500 créations	↑	3,4	5,0	0,5	5,8	↑
	Défaillances	1 900 défaillances	↓	-4,1	-2,0	0,7	3,2	↓
Construction	Autorisations	10 600 autorisations de logement	↑	-5,6	-2,5	-6,0	-2,8	↓
Tourisme	Nuitées dans les hôtels	6 100 000 nuitées	↑	6,1	2,5	-0,3	2,2	↑
Commerce extérieur	Balance commerciale	909 millions d'euros d'excédent	↑	- 153 M€	-67 M€	+ 54 M€	+ 17 M€	↑

Note de lecture : L'emploi salarié total représente 910 000 salariés en Centre-Val de Loire. Les effectifs sont en hausse en 2017. Au premier trimestre 2018, l'emploi diminue de 0,2 % par rapport au T4 2017 pour stagner au T2 2018. La tendance sur l'année est à la baisse.

Sources : Insee, estimations d'emploi, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé, répertoire des entreprises et des établissements – Sirene, Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme ; estimations trimestrielles Accoss-Urssaf, Dares, Insee ; Banque de France, Fiben (extraction au 16/04/19) ; SDES, Sit@del2, estimation au 27 mars 2019 ; Direction générale des douanes et droits indirects.

# Contexte national

## L'économie française en ralentissement

Bruno Patier, Division Synthèse conjoncturelle, Insee

### L'activité américaine est portée par les mesures fiscales, celle de la zone euro ralentit

En 2018, l'activité aux États-Unis connaît un regain de croissance (+ 2,9 % après + 2,2 %) portée par un fort rebond des dépenses gouvernementales et par les mesures fiscales en faveur du revenu des ménages et de l'investissement des entreprises. En revanche, après un pic d'activité en 2017 (+ 2,5 %) inédit depuis 2007, la croissance en zone euro ralentit (+ 1,8 %) malgré une politique monétaire de la Banque centrale européenne toujours très accommodante. Cette baisse de régime affecte différemment la croissance des principaux pays : l'activité en Italie et en Allemagne se replie durant le second semestre 2018, l'activité française ralentit nettement tandis que l'Espagne conserve un rythme de croissance dynamique. La croissance britannique s'esouffle aussi un peu, sa demande intérieure ralentissant dans un contexte d'attentisme lié au Brexit.

### L'économie française ralentit en 2018 après une année 2017 dynamique

Après avoir crû vivement en 2017 (2,3 %), le PIB français ralentit en 2018 (+ 1,7 %, *figure 1*). Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance (+ 0,7 point), plus

forte contribution depuis 2012. En effet les importations ralentissent davantage (+ 1,2 % après + 3,9 %) que les exportations (+ 3,6 % après + 4,7 %). Les entreprises déstockent en 2018 (contribuant pour - 0,3 point à la croissance annuelle, après + 0,2 en 2017), et la demande intérieure hors stock est freinée par la consommation des ménages (contribution de + 0,5 point à la croissance du PIB après + 0,7 point) et la demande publique (+ 0,3 point après + 0,4 point).

### L'investissement des entreprises décélère mais reste robuste

L'investissement des ménages ralentit nettement en 2018 (+ 1,5 % après + 5,6 % en 2017), notamment en raison du repli des mises en chantier et de la stabilisation des transactions de logements anciens. Par ailleurs, l'investissement des entreprises ralentit tout en restant robuste (+ 2,8 % après + 4,7 % en 2017) dans un contexte de taux d'utilisation des capacités productives dans l'industrie manufacturière à son plus haut niveau depuis 10 ans (85,1 %).

### Le rythme des créations d'emploi conduit à une baisse un peu moins rapide du chômage

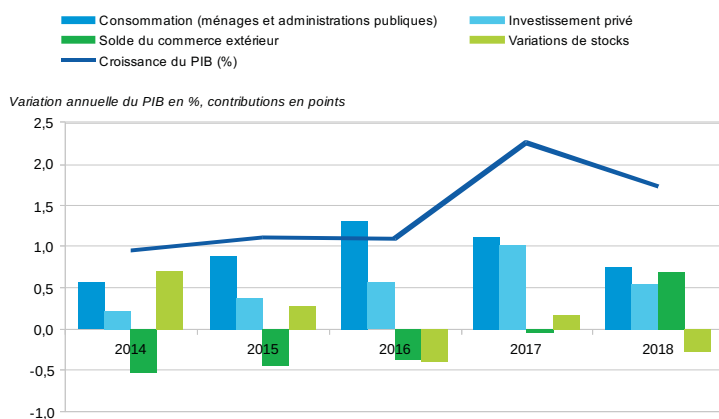
L'emploi total progresse en glissement en fin d'année 2018 de + 164 000 après + 343 000

fin 2017 (dont + 150 000 sur le champ salarié marchand non agricole après + 323 000 en 2017). Ainsi, en moyenne annuelle, le taux de chômage poursuit un peu plus lentement son repli pour atteindre 9,1 % de la population active française, après 9,4 % en 2017 et 10,0 % en 2016 (respectivement 8,8 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, 9,0 % fin 2017 et 10,0 % fin 2016).

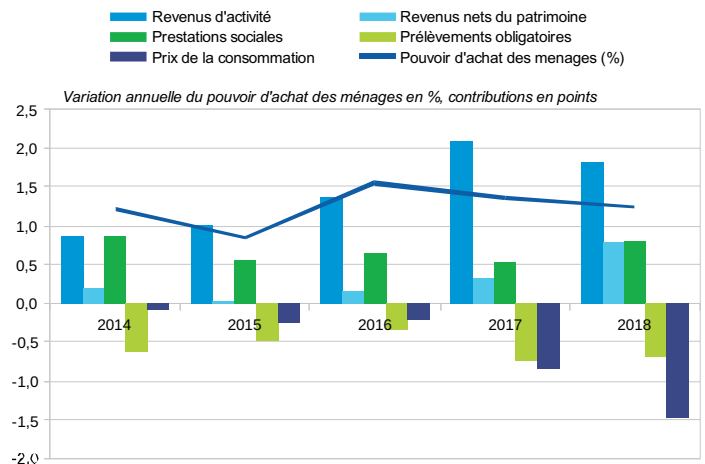
### Le pouvoir d'achat ralentit légèrement du fait de l'inflation

En moyenne annuelle, les prix à la consommation accélèrent en 2018 pour la troisième année consécutive (+ 1,8 %, après + 1,0 % en 2017), conduisant à un léger ralentissement du pouvoir d'achat des ménages : + 1,2 % après + 1,4 % en 2017 (*figure 2*). Le ralentissement de la masse salariale provenant de celui de l'emploi joue également dans le même sens. En revanche, le ralentissement du pouvoir d'achat est atténué par l'accélération des revenus du patrimoine, des prestations sociales en espèces et le ralentissement des prélèvements fiscaux. En outre, la chronique infra-annuelle de l'évolution du pouvoir d'achat est marquée en 2018 par plusieurs mesures nouvelles (basculer CSG-cotisations sociales, réduction de taxe d'habitation, fiscalité indirecte sur le tabac et l'énergie notamment). ■

## 1 Les ralentissements de la consommation et de l'investissement freinent la croissance du PIB



## 2 Le regain d'inflation en 2018 conduit à de moindres gains de pouvoir d'achat



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014